

Le vaccin Sputnik made in Algeria disponible dès septembre

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5345 - Jeudi 8 avril 2021 - Prix : 10 DA

Logements à Souk El-Tenine/ Béjaïa
Mécontentement après l'affichage des noms des pré-bénéficiaires

Les potentialités hydriques du Sud stimulent le développement

L'eau du Sahara menacée pas la surexploitation

Satisfaction à Vienne des signataires de l'accord de 2015

Par Mohamed Habili

Finalement la rencontre de Vienne de mardi dernier, entre les parties prenantes à l'accord de Vienne sur le programme nucléaire iranien, ne s'est pas déroulée exactement comme prévu. Il avait semblé acquis avant cela qu'à la différence de la réunion de Genève qui l'avait précédée de moins d'une semaine, et où les Etats-Unis n'avaient pas eu de représentants dans la salle, celle de Vienne se tiendrait au grand complet, que les Etats-Unis y seraient donc admis, sauf que leurs négociateurs ne seraient pas autorisés à s'adresser directement à leurs homologues iraniens. Une information avait filtré dès ce moment que les Iraniens en fait ne voulaient pas se trouver en présence des Américains à Vienne non plus. Maintenant on sait qu'en effet à Vienne, la négociation s'est déroulée dans deux hôtels différents. Dans l'un se sont retrouvés tous les signataires de l'accord de 2015, dont les Etats-Unis s'étaient retirés en 2018, moins ces derniers ; et dans l'autre, la délégation américaine toute seule, qui suivait et peut-être intervenait dans les débats par l'intermédiaire de leurs alliés européens présents quant à eux dans la même salle que les Iraniens.

Suite en page 3

70 nouveaux cas enregistrés, des wilayas du Sud touchées

Les variants britannique et nigérian se propagent



PH/D. R.

Le nombre de variants est en constante hausse à travers le pays. Des cas sont enregistrés dans différentes wilayas, suscitant des inquiétudes quant à sa propagation. Page 3

Tizi Ouzou

Hommage aux membres de la corporation médicale emportés par le Covid-19

Salon national des arts plastiques

Une soixantaine d'artistes au rendez-vous

Lutte contre le coronavirus

Le vaccin Sputnik made in Algeria disponible dès septembre

■ Le vaccin russe contre le coronavirus, Sputnik V produit localement, sera disponible en septembre prochain, a annoncé le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed.

Par Louisa Ait Ramdane

D'après Saidal, «selon les experts et les différentes analyses que nous

Personnes aux besoins spécifiques
Des associations lancent une initiative d'unification de leur efforts

DES ASSOCIATIONS

nationales, s'intéressant aux personnes ayant des besoins spécifiques, ont lancé une initiative pour l'unification de leurs efforts en vue de s'ériger en «partenaire efficace et force de proposition en matière de prise en charge de cette catégorie», a indiqué le porte-parole de l'Organisation nationale des aveugles algériens, Farid Ariouet. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a fait savoir que cette initiative, lancée par un groupe d'associations nationales activant en matière de prise en charge des personnes aux besoins spécifiques, visait l'unification et l'intensification des efforts en tant que «partenaire efficace et force de proposition» dans le cadre d'une action coordonnée en vue de contribuer à l'amélioration de la situation de cette frange en facilitant leur insertion socioprofessionnelle. Il s'agit, poursuit-il, de l'Association nationale des aveugles algériens, l'Association nationale de soutien et de promotion des non-voyants et de leurs enfants (El-Irada), l'Association nationale des sourds d'Algérie (Ansa), l'Association nationale des personnes handicapées, et l'Association nationale des non-voyants (El-Assa-El Baydaa), ajoutant que cette initiative demeure ouverte à toutes les autres associations. Et d'ajouter que cette initiative tend à «renforcer les revendications sociales des personnes handicapées pour lesquelles ont toujours plaidé les représentants de cette catégorie», et valoriser les efforts consentis par les pouvoirs publics pour sa prise en charge. Elle vise également la facilitation de la participation des personnes handicapées, toutes compétences confondues, au développement notamment économique. Dans ce contexte, M. Ariouet a mis en avant le désir de ces associations de participer en tant que membres efficaces au niveau de l'Observatoire national de la société civile et du Haut Conseil de la jeunesse. **R. N.**

avons mis en place, le vaccin Sputnik sera prêt le mois de septembre prochain», a affirmé Benbahmed sur les ondes de la Chaîne 3, soulignant que ce projet était accompagné par «le fonds russe et aussi par des laboratoires qui fabriquent déjà le Sputnik dans d'autres pays».

«La production du vaccin anti-Covid19 se fera en partenariat avec la Russie. Ce partenariat sera fera en deux étapes. La 1^{re} est la production locale à partir de la matière première devant être fournie par la partie russe, ensuite la production de la matière première en Algérie, puis la production locale de ce vaccin dans son entier», a expliqué Benbahmed qui a noté que «la production de la matière première grâce à la technique biotechnologie sera une première en Algérie et dans le continent africain». «Les deux parties, russe et algérienne, veulent produire la matière première en Algérie, ce qui fera de ce vaccin un produit 100 % local», a fait savoir le ministre. Pour ce faire, le ministre a fait état de l'installation, la semaine dernière, de deux commissions, travaillant en collaboration avec les experts russes pour la mise en place de la plateforme de production. La première commission se chargera de l'organisation des moyens industriels pour le lancement de la production, alors que la deuxième aura à traiter le volet biotechnologie et les intrants nécessaires à la production de la matière première. S'agissant des délais de lancement de la production du vaccin «Sputnik V» en Algérie, le ministre a précisé que «la production locale du vaccin, à partir de la matière première assurée par le côté russe, pourra



Ph.D. R.

être entamée dans les quelques mois prochains, contrairement à la fabrication de la matière première en Algérie qui nécessite du temps». «Dans les deux cas, notre objectif est de commencer la production dans les plus brefs délais», a-t-il tenu à assurer. L'objectif pour Benbahmed est de «produire des quantités suffisantes pour couvrir la demande nationale». «Nous allons produire des vaccins selon la demande», a-t-il précisé, soulignant que «la maîtrise de la biotechnologie permettra de réaliser la sécurité sanitaire avec une production locale, comme elle permettra à l'Algérie d'accéder au réseau international de la production des vaccins développés». Le ministre de l'Industrie a rassuré

que «l'Institut russe de microbiologie est parmi les centres internationaux de développement des différents vaccins et le vaccin «Sputnik V» a prouvé son efficacité à l'échelle mondiale». En plus de la couverture de la demande nationale, «le secteur

ambitionne l'exportation du vaccin», a indiqué le ministre, ajoutant que «le côté russe s'est fixé l'objectif de permettre à l'Algérie de couvrir une zone géographique regroupant plusieurs pays qui seront définis avec l'accord des deux parties». **L. A. R.**

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 125 nouveaux cas et 4 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit le même nombre qu'hier (4), portant à 3 116 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 125 cas, soit 15 cas de moins par rapport au bilan d'hier (140), pour atteindre, au total, 118 004 cas confirmés.

R. N.

Les potentialités hydriques du Sud stimulent le développement

L'eau du Sahara menacée pas la surexploitation

Le Sahara algérien recèle d'importantes nappes d'eau souterraines, mais elles ont l'inconvénient majeur de n'être pas renouvelables. La durabilité et les processus de gestion de la ressource constituent les enjeux du développement futur de la région, compte tenu du très faible niveau de recharge de la nappe. Et au-delà de la consommation urbaine en eau, c'est l'ensemble des réseaux hydriques qui pourraient à terme être menacé de disparaître à cause de la surexploitation. Aujourd'hui, pour les sauvegarder, des exigences s'imposent. Effectivement, les nappes d'eau au Grand Sud algérien offrent un potentiel d'approvisionnement important aux activités socio-économique mais doivent être exploitées avec «beaucoup de précaution», a préconisé un responsable du ministère de

l'Environnement. «Les potentialités hydriques sahariennes présentent un atout permettant toutes les activités économiques et sociales, en plus de la réactivation économique des autres zones par le transfert de ces eaux. Néanmoins, l'exploitation de ces nappes fossiles, doit se faire avec beaucoup de précaution vu le caractère irréversible de la mobilisation de ces ressources hydriques», a indiqué le même source. En effet, les ressources en eau non renouvelables de l'Algérie sont estimées à 5 milliards m³, localisées en totalité dans le sud du pays. Quant aux ressources renouvelables, elles sont constituées de 11,4 milliards m³ d'eau superficielle et de 3 milliards m³ d'eau souterraine. En somme, les potentialités de l'Algérie en eau sont estimées globalement à 19,4 milliards de m³/an, corres-

pondant à 500 m³/habitant/an. Ainsi, l'Algérie est classée dans la catégorie des pays pauvres en ressources en eau, au regard du seuil de rareté fixé par la Banque mondiale à 1 000 m³/habitant/an. «Du nord au sud, le climat de l'Algérie se modifie fortement. Il passe d'une tonalité méditerranéenne humide à un milieu désertique et sec, en transitant par un climat semi-aride. Le climat désertique résulte de la double influence de la circulation atmosphérique des latitudes moyennes et de la circulation tropicale et saharienne, caractérisé par des pluies rares et très irrégulières, se produisant parfois sous forme orageuse», a-t-on expliqué. «Il faut dire que le Sahara algérien est une des régions les plus chaudes du monde où les températures de jour peuvent dépasser 50° C. Par contre, les nuits sont très froides,

surtout en hiver, où il gèle souvent», a relevé la même source. Pour une meilleure protection et préservation de ces ressources hydriques, le ministère de l'Environnement a mis en place un cadre juridique pour la protection des eaux souterraines, notamment la loi n° 03-10 du 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable, a rappelé la responsable. Cette loi se base sur les principes du nouveau droit de l'environnement adoptés au niveau international, notamment le principe de préservation de la diversité biologique, le principe de non dégradation des ressources naturelles, le principe d'action préventive et de correction par priorité à la source, le principe de précaution et le principe du pollueur-payeur.

Meriem Benchaoua

70 nouveaux cas enregistrés, des wilayas du Sud touchées

Les variants britannique et nigérian se propagent

■ Le nombre de variants est en constante hausse à travers le pays. Des cas sont enregistrés dans différentes wilayas, suscitant des inquiétudes quant à sa propagation.

Par Aomar Fekrache

Selon l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), dans un communiqué rendu public hier, 28 nouveaux cas du variant britannique et 42 nouveaux cas du variant nigérian de coronavirus ont été confirmés en Algérie. «Dans la continuité des activités de séquençage des virus SARS-CoV-2 mises en place par l'Institut Pasteur d'Algérie dans le contexte de surveillance des variants circulant actuellement dans le monde, il a été procédé à la confirmation de 28 nouveaux cas de variant britannique (B.1.1.7) et de 42 nouveaux cas de variant nigérian (B.1.525)», a précisé la même source. Pour ce qui est des 28 cas du variant britannique, l'Institut Pasteur a indiqué que «18 ont été confirmés dans la wilaya d'Alger, 2 à Blida, 2 à Bouira, 1 à Médéa, 3 à Oran, 1 à Relizane et 1 à Ouargla». S'agissant des 42 cas du variant nigérian, «9 ont été confirmés dans la wilaya d'Alger, 3 à Bouira, 10 à El Oued, 19 à Laghouat et 1 à Ouargla». Le nombre total de cas confirmés de ces variants à ce jour s'élève ainsi à «58 cas pour le variant britannique et 98 cas pour le variant nigérian», a noté l'IPA, qui a rappelé que le respect des mesures barrières, dans le cadre du protocole sanitaire (distanciation physique, port du masque de protection, lavage fréquent des



PH.D. R.

mains) «reste le meilleur garant pour stopper la propagation du virus et l'apparition de nouveaux cas». Les chiffres en question montrent que la capitale est la plus touchée par ces variants, mais un détail mérite d'être mis en avant. Des wilayas du Sud enregistrent plusieurs cas, notamment Laghouat, mais aussi El Oued et Ouargla. C'est dire que le virus est difficile à circonscrire dans une ville ou une région et sa propagation est telle qu'elle n'obéit à aucune logique. La situation est d'autant plus inquiétante en raison du relâchement généralisé constaté sur le front de la prévention. Les

citoyens, dans leur grande majorité, semblent rassurés par les bilans quotidiens de contaminations. Après la première vague et la grande panique qu'elle a suscitée, l'on assiste à une baisse considérable des contagions et des décès. Mais cela est loin d'être garant contre une autre vague de contaminations. D'ailleurs, nombreux sont les spécialistes qui ne cessent de mettre en garde et insister sur le strict respect des mesures de prévention et de distanciation physique. Les plus optimistes estiment que l'Algérie a atteint l'immunité collective. Mais rien ne peut assurer que la situation

épidémiologique continuera à être stable, surtout que le Covid-19 et ses variants n'ont pas encore livré tous leurs secrets. Dans de nombreux pays, dont la politique de confinement et de prévention a donné de bons résultats, se sont vu ces derniers temps revenir au point zéro et contraints de confiner à nouveau. D'où l'urgence pour l'Algérie d'adopter plus de fermeté dans l'application des mesures préventives. Du moins, en attendant que la campagne de vaccination avance et que les personnes les plus vulnérables soient protégées.

A. F.

Coordination entre diplomatie et opérateurs économiques locaux

Objectif : promouvoir la production algérienne à l'étranger

Les participants à une rencontre entre diplomates algériens, opérateurs économiques, producteurs et hommes d'affaires ont affirmé, mardi à Biskra, qu'«une coordination des efforts entre la diplomatie algérienne et les opérateurs économiques locaux permettra de promouvoir la production algérienne et de renforcer sa compétitivité à l'étranger». Organisée à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie «Zibans» et la Chambre d'agriculture de la wilaya de Biskra à la salle de conférences de l'Ecole régionale des sports olympiques à El Alia (Biskra), les intervenants ont souligné que «la production algérienne dans les secteurs agricole et industriel qui peut concurrencer

les produits internationaux peut investir les marchés mondiaux, à travers l'exploitation de tous les moyens, notamment par la voie des représentations diplomatiques et le réseau des chargés d'affaires économiques». A cet effet, le directeur de la promotion et du soutien des échanges économiques au ministère des Affaires étrangères, Rabah Fassih, a précisé que le renforcement du rôle du dispositif diplomatique dans le domaine de la diplomatie économique «vise à appliquer les recommandations de la Conférence nationale sur la relance de l'économie nationale, à travers la mise en œuvre des dispositions nécessaires, dont la création d'un portail au niveau du site du ministère pour favoriser la

communication entre les structures et les représentants de l'Algérie avec les opérateurs économiques pour ouvrir les domaines de commercialisation et de promotion du produit national». La démarche visant la promotion du produit national à l'étranger englobe l'action directe avec les opérateurs économiques, en cernant les capacités d'exportation disponibles ainsi que la nécessité de l'investissement étranger en Algérie et la création de conseils d'affaires avec différents pays, notamment africains, pour le renforcement des échanges économiques, a-t-il ajouté. Pour sa part, Noura Boussekia, cadre à la Direction générale des ressources au ministère des Affaires étrangères,

a fait savoir que les sorties sur terrain avaient permis de mieux connaître les produits nationaux vendables dans les marchés étrangers, invitant toutes les parties, particulièrement les exportateurs, à établir des contacts avec les conseillers économiques pour la promotion des exportations afin d'atteindre le niveau des économies mondiales. «Cette expérience constitue un espace propice à une meilleure valorisation du produit», a-t-elle estimé. La délégation diplomatique a longuement entendu les préoccupations des opérateurs économiques dans tous les secteurs avant de se rendre, hier, dans la wilaya de Touggourt dans le cadre d'une visite similaire.

K. L.

Nouveaux ambassadeurs de Grande-Bretagne, Inde, Cameroun et Sénégal

Le Président Tebboune reçoit les lettres de créance

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, les lettres de créance de quatre nouveaux ambassadeurs agréés auprès de l'Algérie, indique un communiqué de la Présidence de la République. Les nouveaux

ambassadeurs sont «Son Excellence l'ambassadrice du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, M^{me} Sharon Wardle, Son Excellence l'ambassadeur de la République de l'Inde, M. Gaurav Ahluwalia, Son Excellence l'am-

bassadeur de la République du Cameroun, M. Komidor Hamidou Njimoluh et Son Excellence l'ambassadeur de la République du Sénégal, M. Serene Diyya», précise la même source. La cérémonie de remise des lettres de créance a eu lieu au siège de la

Présidence de la République, en présence du directeur de cabinet à la Présidence de la République, Nouredine Baghdad Daidj et du ministre des Affaires étrangères, M. Sabri Boukadoum.

R. N.

LA QUESTION DU JOUR

Satisfaction à Vienne des signataires de l'accord de 2015

Suite de la page une

Avec un dispositif aussi inhabituel pour une négociation s'annonçant serrée, toutes les parties prenantes auraient dû être mécontentes et tout à la fois impatientes de le faire savoir. C'est le contraire qui s'est produit : tout le monde a tenu à exprimer sa satisfaction du tour pris par l'événement, les Américains tout les premiers. Il faut donc croire qu'on a fort bien fait de mettre à distance les uns des autres Américains et Iraniens. Ils se seraient trouvés en présence les uns des autres, les choses auraient peut-être mal tournées entre eux. Trêve de plaisanterie. Si les Américains sont descendus dans un hôtel et tous les autres dans un autre, c'est probablement sur la demande des Iraniens, conduits par leur ministre des Affaires étrangères, quelqu'un dont la réputation de finesse n'est plus à faire. Du rendez-vous de Genève à celui de Vienne, les Etats-Unis ont néanmoins fait avancer quelque peu leur affaire : ils n'avaient pas eu voix au chapitre lors du premier ; en revanche, ils se sont exprimés par la voix d'autrui lors du deuxième. Le progrès est indéniable. On ne sait trop combien il faudrait d'autres occasions du même genre avant qu'ils ne retrouvent toute leur place parmi les autres parties prenantes à l'accord de Vienne. Une, deux, trois, ou plus ? A l'évidence, cela dépendra davantage des changements qu'ils veulent introduire dans l'accord que de leur disposition à lever les sanctions prises par l'administration Trump contre l'Iran en même temps qu'elle se retirait de l'accord. La levée des sanctions n'est plus du point de vue des Iraniens la condition sine qua non en vue de la reprise de la négociation. Il est une chose dont ils ne veulent même plus entendre parler, c'est de devoir renégocier quoi que ce soit concernant leur programme nucléaire.

Pour eux, cette négociation a déjà eu lieu. Elle s'est étalée sur des années, pour déboucher au bout du compte sur l'accord de 2015, dûment paraphé par toutes les parties prenantes, dont les Etats-Unis. Pour eux, pas une virgule n'y est à changer. C'est précisément ce message qu'ils sont en train de marteler à l'usage des Américains, dont le but clairement affiché est non pas de réintégrer l'accord mais de le renégocier pour ainsi dire de fond en comble.

M. H.

Viandes rouges

Les professionnels à Adrar favorables à l'approvisionnement du nord

■ La mesure des pouvoirs publics portant promotion et commercialisation des viandes rouges produites à Adrar dans les marchés du nord du pays a trouvé une réponse favorable des professionnels de la filière à Adrar.

Par Lina B.

Une première expédition de 11 tonnes de viandes rouges destinées à approvisionner les marchés des wilayas du nord du pays a été effectuée samedi dernier depuis Adrar, et sera suivie d'autres prochainement, ont assuré les services agricoles locaux.

«La mesure aura un impact positif sur la relance de la filière de l'élevage et ses activités», a indiqué à l'APS le président de l'Association des éleveurs, membre du Conseil professionnel des viandes rouges (APVR) d'Adrar et également président du Conseil professionnel du lait, Akbaoui Hafed Nadji.

Pour M. Akbaoui, cette décision devra donner un nouveau souffle au développement économique dans la région, notamment l'élevage dans ses divers segments bovin, ovin et caprin, et les activités qui lui sont liées, dont l'industrie agroalimentaire, le transport, le stockage, l'abattage et la maroquinerie, en plus de générer de nouvelles entités économiques et des emplois.

Pour cela, les éleveurs de la région sont appelés à redoubler d'efforts pour satisfaire la demande nationale en viandes rouges, a-t-il souligné, avant de solliciter les instances de tutelle à renforcer les actions d'accompagnement de manière suffisante pour relever le défi, atteindre l'autosuffisance et réduire les importations de ce produit de large consommation.

Le représentant de wilaya de

l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdelkader Oumari, a salué, lui aussi, la décision d'approvisionnement des marchés du nord du pays en viande rouge de la wilaya d'Adrar, susceptible de redynamiser les activités d'élevage et son développement dans le Grand Sud, espace prometteur pour le développement de la richesse animale, toutes espèces confondues.

L'opération, qui devra attirer de nouveaux opérateurs économiques, requiert la coordination des efforts de différents intervenants pour accompagner l'élevage dans les zones pastorales au sud et au nord de la wilaya d'Adrar, et dans les wilayas voisines, notamment en matière d'intensification de la production fourragère, maillon important dans la production des viandes rouges, a-t-il expliqué.

S'impliquant dans ce cadre, la Direction des services agricoles (DSA) s'est depuis employée à mobiliser les moyens humains et matériels nécessaires pour mettre en œuvre cette mesure et assurer une bonne organisation de l'opération, dont le contrôle des sites d'élevage et de pâturage des cheptels, le recensement de la richesse animale, toutes espèces confondues, et l'évaluation des moyens et mécanismes existants pour accompagner cette activité.

Pour sa part, l'inspecteur vétérinaire de la wilaya d'Adrar,

Ayache Bouhaoui, a assuré que l'inspection a mobilisé, après établissement de la liste des opérateurs économiques concernés par cette activité, ses moyens humains pour accompagner le processus dans ses différentes étapes, du suivi du cheptel dans les zones pastorales de Timiaouine (wilaya de Bord Badji Mokhtar), dans les lieux de transhumance et dans les enclos.

L'opération donnera lieu au regroupement des troupeaux au niveau de l'abattoir d'Adrar où ils seront soumis durant 24h au contrôle, avant l'abattage bihebdomadaire, l'inspection des carcasses et leur estampillage pour être déposées, par la suite, en lieux frigorifiés pour une durée de 18h, en prévision de leur acheminement à bord de moyens de transport frigorifique vers les marchés du nord du pays, a-t-il fait savoir.

Pour assurer l'abattage du plus grand nombre de têtes, il est fait état de la réalisation en cours de trois abattoirs privés au niveau de la wilaya d'Adrar pour améliorer les conditions de regroupement et d'abattage des bestiaux.

Le directeur du commerce de la wilaya, Mohamed Youfi, a signalé que face à la demande croissante d'approvisionnement des marchés du nord du pays en viandes rouges, le secteur s'attelle à accompagner cette importante opération par l'accueil des concernés désireux de



s'impliquer dans les actions d'approvisionnement en gros des marchés du nord du pays en viandes rouges.

Accroître la production pour conquérir les marchés extérieurs

Les professionnels du secteur s'attendent à une amélioration dans la large satisfaction de la demande, locale et nationale, en viande rouge, l'amélioration du pouvoir d'achat du consommateur, la réduction de la facture d'importation, et éventuellement l'exportation vers les marchés extérieurs, à travers la réalisation de structures d'abattage industriel, à l'instar de trois abattoirs en cours de réalisation pour accueillir un plus grand

nombre de bêtes.

Les services du commerce s'emploient à respecter le protocole préventif lors de cette opération commerciale, dont le respect des procédures administratives, le registre du commerce, l'existence de chambres froides et la disponibilité des moyens de transport frigorifiques.

Par souci d'assurer le contrôle de l'opération et le respect des conditions sanitaires et de salubrité, il a été procédé à la mise en place d'équipes chargées du contrôle du processus, de l'abattage et le stockage au transport, pour la protection de la santé du consommateur, en sus du contrôle a posteriori, après arrivée du produit au nord du pays.

L. B.

Protection civile

Formation pour les chargés de communication de l'ouest et sud-ouest

Une 2^e session de formation sur les techniques de communication au profit des chargés de communication de la Protection civile des wilayas de l'ouest et sud-ouest du pays est organisée depuis hier au niveau de la Direction de la wilaya de Béchar, indique un communiqué de la Direction générale de la Protection civile.

Cette session de formation de deux jours, destinée aux chargés de communication des wilayas de Béchar, Tindouf,

Naâma, Sidi Bel-Abbès, Saida, Mascara, Ain Témouchent, El Bayadh et Tlemcen, fait suite à la première session de formation organisée à El-Oued les 30 et 31 mars pour les wilayas de l'est du pays, précise la même source.

«Ce cycle de formation s'inscrit dans le cadre du développement et de la modernisation du secteur de la Protection civile, particulièrement dans le domaine de la formation de qualité pour améliorer les prestations,

en prenant en compte les missions multiples qui lui sont attribuées, notamment la prise en charge et la réduction des dangers risqués», souligne le communiqué.

Il a été élaboré dans le cadre de l'application du programme d'action de la Direction générale de la Protection civile afin de «renforcer les capacités des officiers en charge de la gestion de l'information en temps de crise à travers les nouvelles technologies de l'information et de la

communication (TIC), en particulier dans le domaine de l'utilisation des médias sociaux».

Cette session de formation permettra ainsi aux participants d'«affiner leurs capacités et compétences afin d'optimiser l'utilisation des réseaux sociaux et atteindre les objectifs stratégiques de prévention et de réduction des risques d'accidents domestiques et risques majeur», poursuit la même source.

Ali R.

Ouargla / ANDI

25 projets d'investissement avaisés au premier trimestre

Au moins 25 projets d'investissement ont été avaisés dans la wilaya de Ouargla par le guichet unique décentralisé relevant de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi) durant le premier trimestre 2021, a-t-on appris, hier, auprès des responsables de cet

organisme.

Ces futurs projets d'investissement, devant générer 707 emplois, sont répartis entre divers secteurs d'activités, dont notamment les travaux publics et le bâtiment avec un total de 13 projets, ce secteur vital qui offrira à lui seul près de 420 emplois, l'industrie (4), les ser-

vices (5), et le reste des projets concernent les secteurs de l'Agriculture et de la Santé, a expliqué à l'APS le directeur du guichet, Mustapha Dghab.

Le même responsable a affirmé son «optimisme» quant au nombre de projets d'investissement qui ont été approuvés au cours de cette période de l'an-

née en cours dans cette wilaya, par rapport à la même période de l'année précédente.

A noter que la majorité de ces projets sont implantés dans les communes de Hassi Messaoud, N'Goussa, Hassi Ben Abdallah, Sidi Khouiled, Rouissat et Ouargla, selon la même source.

O. N.

M'sila/Station de pompage SP3 Sonatrach organise un exercice de simulation d'un incident

SONATRACH a organisé, hier, un exercice de simulation d'un incident portant sur l'éclatement d'une canalisation transportant du pétrole (Oléoduc), et ce, au niveau à Oued K'sab dans la commune de M'sila, a indiqué la compagnie dans un communiqué.

Cet exercice de simulation, qui a débuté à 9h30, fait partie du programme annuel arrêté, dans le cadre de la mise en œuvre du système de gestion des urgences et des crises du Groupe Sonatrach, à l'effet de tester ses dispositifs techniques et organisationnels de réponse ainsi que les interfaces avec les autorités locales, a expliqué la même source.

«Sonatrach présente ses excuses aux citoyens de la ville de M'sila pour toute gêne occasionnée par cet exercice de simulation», a ajouté le communiqué.

N. Y.

Naâma

Ouverture de nouveaux points de distribution de fourrages subventionnés en faveur des éleveurs

n De nouveaux points de distribution des fourrages subventionnés ont été ouverts dans des communes steppiques de la wilaya de Naâma, a-t-on appris, hier, auprès de la Direction locale des services agricoles.



P.H.D. R.

Par Salem K.

Le directeur du secteur, Boudjemaa Cherouine, a souligné que l'annexe régionale de l'Office national d'aliments du bétail et de l'aviculture, dont le siège est basé à Saida, a ouvert dernièrement des nouveaux points de vente de fourrage à travers la wilaya de Naâma, notamment dans les communes d'Assla, Ain Sefra et Mekmen Benamar.

Le but étant de permettre aux professionnels de l'élevage du bétail d'être proches des points de distribution des fourrages subventionnés, notamment l'orge, et de profiter des prix accessibles pratiqués.

L'ouverture de ces nouveaux points d'approvisionnement au niveau des entrepôts de stockage adaptés et aménagés par les services communaux, vise à réguler le marché de l'aliment du bétail dans la wilaya, assurer une distribution équitable et transparente des fourrages subventionnés, notamment aux éleveurs des zones d'ombre et des vastes pâturages de la wilaya, a-t-on indiqué.

Une commission de wilaya regroupant des représentants de subdivisions agricoles de la Chambre agricole locale, de l'Association nationale des éleveurs et de la Fédération nationale des éleveurs de bétail, a été mise en place pour assurer le suivi de l'opération et élaborer des listes des éleveurs bénéficiaires au niveau de chaque commune.

Par ailleurs, Cherouine Boudjemaa a déclaré que les listes des éleveurs bénéficiaires du fourrage et de quantités sont affichées au niveau des points de vente des communes et au siège de la Chambre agricole afin d'assurer une transparence à l'opération.

Plus de 100 000 quintaux d'orge et de fourrages subventionnés ont été distribués aux éleveurs de la wilaya durant le premier trimestre de l'année en cours, a-t-on rappelé.

Un comité mixte, composé des représentants des services de la Direction de l'agriculture et de la Coopérative des légumineuses secs, veille sur le contrôle des quantités extraites du son au niveau des minoteries de la wilaya. Ce produit est distribué aux CCLS et aux associations d'éleveurs de bétail, a ajouté la même source.

S. K.

USA

Le patron d'Amazon, Jeff Bezos, soutient une hausse de l'impôt sur les sociétés

«**N**ous soutenons une hausse de l'impôt sur les sociétés», a assuré le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, mardi, dans une déclaration publiée par son groupe sur Twitter, quelques jours après que le Président Joe Biden s'est plaint qu'Amazon ne paye pas d'impôts sur les bénéfices. Le Président américain souhaite augmenter les impôts des Américains les plus riches et sur les sociétés, notamment pour financer un plan d'investissements de quelque 2 000 milliards de dollars dans les infrastructures. Il a assuré mercredi dernier qu'il «n'avait rien contre les millionnaires et les milliardaires», tout en critiquant les «plus grandes entreprises du monde, dont Amazon», qui «utilisent

diverses astuces juridiques et ne paient pas un seul centime d'impôt fédéral sur les bénéfices». «Nous soutenons la vision du gouvernement de Joe Biden qui veut faire des investissements audacieux dans les infrastructures américaines», a affirmé Jeff Bezos, l'homme le plus riche au monde avec une fortune estimée à plus 188 milliards de dollars, selon Forbes.

Le géant du commerce en ligne est dans le viseur de la nouvelle administration démocrate mais aussi des élus des deux partis depuis plusieurs années, qui voient d'un mauvais œil son immense pouvoir sur l'économie américaine et donc aussi sur la politique.

«Nous avons hâte de voir le Congrès et le gouvernement se réunir pour trouver

une bonne solution qui soit équilibrée et maintienne ou même fortifie la compétitivité américaine», a ajouté M. Bezos.

Le deuxième plus grand employeur américain a quasiment doublé son bénéfice net à 21 milliards de dollars en 2020, grâce à l'explosion de la demande en temps de pandémie.

Mais la pression politique monte pour freiner le groupe de Seattle, dans l'Etat de Washington. Plusieurs autorités fédérales enquêtent sur de potentiels abus de position dominante de la part d'Amazon et d'autres mastodontes des technologies.

Joe Biden a nommé des experts antimonopoles au plus haut niveau et affiché son soutien à un mouvement de création d'un syndicat dans un entrepôt du groupe

en Alabama. Ce serait une première pour Amazon aux Etats-Unis en cas de succès.

Le locataire de la Maison-Blanche compte ramener les impôts sur les sociétés à 28 %, alors que ceux-ci avaient été abaissés de 35 % à 21 % sous l'ère Donald Trump. Selon lui, cela permettra de générer 1 000 milliards de dollars de recettes supplémentaires pour l'Etat sur 15 ans.

«En 2019, une analyse indépendante a révélé qu'il y avait 91, j'insiste, 91 entreprises faisant partie (...) des plus grandes entreprises du monde, dont Amazon, qui utilisaient diverses astuces juridiques et ne payaient pas un seul centime d'impôt fédéral sur les bénéfices», avait-il déploré.

Amar G.

Selon la secrétaire américaine au Trésor

Les Etats-Unis veulent augmenter leurs financements climatiques

La secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, a déclaré, mardi, que les Etats-Unis souhaitent augmenter le volume de leurs financements climatiques et travailler de concert avec la communauté internationale pour lutter contre les changements climatiques.

«La question climatique, de par sa nature même, nécessite une coopération mondiale forte. Nous avons perdu quatre années importantes et nous reconnaissons que vous êtes nombreux à avoir été à la pointe du changement dans votre propre pays», a déclaré M^{me} Yellen lors de sa première réunion avec la Coalition des

ministres des Finances pour l'action climatique, ajoutant que les Etats-Unis étaient heureux d'avoir rejoint la coalition la semaine dernière. «Les ministères des Finances ont un rôle vital à jouer, et nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres sur la manière d'intégrer le climat dans notre planification financière et nos prises de décision», a-t-elle indiqué.

M^{me} Yellen a déclaré que le Trésor américain participait à divers forums internationaux et travaillait via le Conseil de surveillance de la stabilité financière des Etats-Unis à comprendre et à atténuer les risques que les changements climatiques font

peser sur la stabilité du système financier et sur la macroéconomie aux Etats-Unis et au-delà.

«Nous soutenons également les efforts internationaux visant à mieux identifier les investissements qui prennent en compte la question climatique, et nous encourageons les institutions financières à aligner de manière crédible leurs portefeuilles et leurs stratégies sur les objectifs de l'Accord de Paris», a-t-elle affirmé. Dans le même temps, le département américain du Trésor travaille également avec la Maison-Blanche, le Congrès et d'autres entités pour s'assurer que les politiques fiscales et les programmes économiques

nationaux aillent dans le sens des objectifs climatiques des Etats-Unis, y compris par la construction d'infrastructures résilientes au climat et par la facilitation de la transition vers une économie décarbonée, selon M^{me} Yellen.

«Nous cherchons à élargir l'échelle de nos financements climatiques et à utiliser ces outils pour mobiliser des investissements privés supplémentaires», a-t-elle déclaré.

M^{me} Yellen a également indiqué qu'elle était heureuse de coprésider le Groupe pour une finance durable qui vient d'être créé par le G20. Ce groupe constitue une importante plate-

forme pour s'attaquer à ce genre de problèmes et promouvoir un système financier capable de soutenir les efforts visant à atteindre les objectifs climatiques internationaux et d'autres objectifs en matière de durabilité.

M^{me} Yellen a tenu ces propos peu après que la Réserve fédérale américaine eut créé deux nouveaux groupes de travail visant à évaluer les risques financiers liés au climat, dans la mesure où les changements climatiques sont susceptibles d'avoir un grave impact économique et financier dans les années à venir.

S. K.

Ouargla

Vingt mille hectares de terres consacrés à l'agro-industrie

■ Une superficie agricole de 20 000 hectares est consacrée dans la wilaya de Ouargla à l'agro-industrie afin de renforcer les capacités nationales dans cette filière et réduire, par là même, sa facture d'importation, a-t-on appris auprès de la Direction locale des services agricoles.

Par Hocine A.

Faisant partie de certains périmètres agricoles qui se répartissent à travers la wilaya, la surface en question est d'ores et déjà affectée à l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (Odas), chargée de la mise en œuvre de la politique nationale de promotion et de développement de l'agriculture industrielle stratégique dans le sud du pays, à travers la mise en valeur des terres agricoles, dans le but de renforcer les capacités nationales dans ce domaine, a affirmé le directeur du secteur, Houari Saâd. Cette démarche, qui intervient en application d'une feuille de route du secteur de l'Agriculture et du Développement rural, a pour objectif de promouvoir les investissements agro-industriels et d'accompagner les porteurs de projets dans les différentes phases de concrétisation de l'investissement, a-t-il souligné. Elle se veut une contribution au développement des filières agricoles stratégiques, notamment les oléagineux, le maïs, les produits sucriers et autres, en vue de réduire la facture d'importation, a-t-il précisé. Des perspectives prometteuses s'ouvrent à la filière agroalimentaire à Ouargla, confortées par différentes expériences réussies dans ce segment stratégique à forte rentabilité économique, estiment des

M'sila

116 projets de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz en 2021

AU TOTAL, 116 projets de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz naturel seront concrétisés au cours de l'année 2021 à M'sila, ont annoncé les services de la wilaya.

Il s'agit de 88 opérations de raccordement en électricité, touchant 4 219 foyers et 28 projets de raccordement au gaz naturel, a-t-on précisé, ajoutant que ces projets contribueront à améliorer le cadre de vie des habitants de la wilaya. Ces réalisations permettront d'augmenter, à la fin de l'année 2021, le taux de raccordement en électricité de 97 à 98,5 % et de 68 à 75 % pour le raccordement en gaz, a-t-on indiqué. La wilaya de M'sila a réceptionné 63 projets en 2020, portant sur le raccordement de 2 267 foyers en électricité, parallèlement à la réalisation de 52 projets de raccordement de 6 000 foyers au réseau de gaz naturel, a-t-on noté de même source.

F. K.

cadres locaux du secteur de l'Agriculture. Plusieurs opportunités sont offertes à l'investissement agricole dans cette wilaya du sud-est du pays qui recèle d'importantes ressources hydriques et d'immenses étendues de terres susceptibles de donner un nouvel essor à l'activité agricole en général et à la transformation agroalimentaire en particulier, tout en permettant d'obtenir un produit de bonne qualité pouvant répondre aux besoins du marché national, ont-ils souligné. Des résultats jugés «encourageants» ont été enregistrés ces dernières années dans la wilaya en matière de cultures stratégiques ayant un impact positif sur la substitution des importations, parmi lesquelles une expérience pilote de production de betterave sucrière, de tournesol et de maïs dans la région de Gassi-Touil relevant de la daïra de Hassi-Messaoud (sud-est de Ouargla). Menée par la société d'investissement «Al-Filaha-Atlas», fruit d'un partenariat privé algéro-turc, cette expérience vise à construire une plate-forme de production de blé, de légumineuses, de betterave et de tournesol, avec des procédés industriels modernes répondant aux standards internationaux dans le cadre de la mise en valeur des terres agricoles, selon les données fournies par les responsables de cet investissement. Occupant une superficie globale de 11 000 ha à Gassi-touil, attribuée dans le cadre de la concession agricole pour une durée de 40 ans, cette exploitation s'engage à participer à l'effort de l'Etat algérien pour assurer l'autonomie alimentaire, en offrant au consommateur un produit agricole sain et Bio. Dès l'obtention de son acte de concession en 2018, l'entreprise a investi plus de 1,35 milliard DA sur ses propres fonds, pour la mise en valeur d'une première tranche de 1 000 ha, l'installation de 21 systèmes d'irrigation par pivots et procéder aux essais sur diverses cultures la première année. En 2019, les premiers

semis de blé ont commencé à germer moins de dix mois après avoir accédé à la concession, indique-t-on. Il s'agit d'une production de 750 tonnes de blé dur pour la saison 2018/2019 sur une superficie de 150 ha et 4 000 tonnes sur une superficie de 600 ha durant la saison 2019/2020, soit un rendement moyen de 6,5 tonnes à l'hectare, a-t-on détaillé. L'année 2019 a été marquée également par une production de 3 600 tonnes de betterave sur 60 ha et de 60 000 tonnes sur 800 ha durant l'année 2020, soit des rendements respectifs de 60 à 75 tonnes/hectare. Pour sélectionner la meilleure variété, des essais sur le tournesol ont été réalisés en mai 2019 pour s'assurer de l'adaptation au sol et au climat saharien, ajoute la même source, signalant qu'il est prévu la production 2 000 tonnes pour l'année 2021. S'agissant du problème de pollution du fumier et la libération de phosphore, des bassins, d'une capacité de 5 000 tonnes chacun, ont été construits au niveau de l'exploitation afin de produire 100 000 tonnes d'engrais biologiques par an. Parmi les objectifs de cet investissement, figurent notamment la participation d'une manière active à la production de blé et de divers aliments de bétails pour diminuer la facture d'importation de l'Algérie et l'encouragement de la création d'une industrie sucrière dans la région en optimisant la culture des intrants et en entraînant, avec l'aide des services de l'Etat, les agriculteurs de la région à participer activement au projet.

La céréaliculture, autre filière stratégique investie

La céréaliculture, une filière agricole stratégique, présente des perspectives économiques «prometteuses» à Ouargla, vu les succès encourageants enregistrés ces dernières années par de nombreux professionnels ayant relevé le défi. Les services agricoles ont enregistré, l'an dernier, une production avoisinant les



100 000 quintaux, avec même un pic record de plus de 80 qx/ha, constituée de céréales de consommation, ainsi qu'une quantité importante (80 %) destinée aux semences. Les surfaces réservées à la céréaliculture dans la wilaya, irriguées sous pivot, se répartissent sur plusieurs périmètres agricoles, dont Remtha (Rouissat), Ain-Moussa (Sidi-Khouiled), Gassi-Touil (Hassi-Messaoud), N'goussa et Ouargla. Une extension de la superficie consacrée à cette culture stratégique a été observée, grâce aux mesures prises par l'Etat concernant notamment l'accompagnement technique assuré aux agriculteurs et la facilitation des procédures de financement dans le but de booster l'activité agricole dans cette wilaya saharienne aux importantes ressources hydriques et étendues de terres aptes à la mise en valeur. La production maraîchère a atteint, pour sa part, 1,9 million de quintaux de différents produits agricoles, dont la pomme de terre (saisonnière et d'arrière-saison) qui se fraye un chemin parmi les principales filières agricoles pratiquées dans la wilaya, en plus de la sericulture maraîchère avec plus de 2 300 ha qui lui ont été consacrés. D'autres filières agricoles ont été réalisées, l'an dernier, de

«bons» indices, à l'image de la production fourragère ainsi que la culture du maïs fourrage dans la daïra de N'goussa (nord-ouest de Ouargla) qui a connu ces deux dernières années un essor au regard des succès obtenus par un investisseur privé. Le développement de la culture du maïs fourrage devra influencer positivement sur l'élevage bovin, camelin et caprin et la production laitière en particulier. Concentrée dans les régions de N'goussa, Sidi-Khouiled et Hassi-Messaoud notamment, la superficie globale dédiée à la maïsiculture est de 170 hectares, contre 75 ha pour la culture du maïs fourrage, nouvellement introduite dans la wilaya, selon les données de la Direction locale des services agricoles (DSA). Selon des agriculteurs locaux, la mise en valeur agricole à Ouargla, à l'instar de l'ensemble des régions sahariennes caractérisées par des conditions naturelles difficiles, un climat sec, une faible pluviométrie et une salinité des sols, est considérée comme un challenge de taille. Une situation contraignante pour les agriculteurs qui soulèvent des préoccupations liées notamment au raccordement de leurs périmètres agricoles au réseau électrique et la réalisation de pistes d'accès.

H. A.

Djanet

Diverses opérations de développement pour la zone d'ombre de Tourest

Plusieurs opérations de développement ont été retenues en faveur de la zone d'ombre de Tourest (230 km de Djanet) en vue d'améliorer le cadre de vie des habitants de cette région frontalière, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Parmi ces opérations en cours de concrétisation dans cette zone relevant territoriale-

ment de la commune de Bordj El-Haouès, la réalisation d'un groupement scolaire doté d'une cantine et d'une infirmerie, d'un groupement rural constitué de 31 lots, de l'électricité solaire pour 25 foyers et des réseaux d'eau potable, d'assainissement et d'éclairage public solaire. Dans un objectif de désenclavement, le village de Tourest a bénéficié

aussi d'un projet sectoriel de raccordement à la RN-3 sur une distance de 44 km, pour un coût de 650 millions DA. Un projet qui avait été lancé en octobre dernier avec un délai de réalisation de neuf mois. Trois autres projets ont été retenus, sur les programmes communaux de développement (PCD-2021), à savoir un stade en gazon synthétique et une exten-

sion des réseaux d'eau potable et d'assainissement, selon la même source. Ces programmes sont appelés à contribuer à l'amélioration du cadre de vie dans ce village de près de 200 habitants, à travers la prise en charge de leurs besoins urgents, notamment en termes de désenclavement, ont souligné les services de la wilaya de Djanet.

Lyes B.

Salon national des arts plastiques

Une soixantaine d'artistes au rendez-vous

■ La reprise progressive des activités culturelles après le confinement imposé suite à la pandémie de Covid-19 est marquée par la participation de nombreux artistes dans différentes disciplines. Cette période, coïncidant avec l'organisation de plusieurs salons nationaux d'art dans plusieurs villes du pays, enregistre une forte production artistique.



Par Adéla S.

Après le Salon national des arts plastiques de Tiaret qui a enregistré la participation d'une soixantaine d'artistes de différentes régions du pays lors de sa 4^e édition, c'est au tout du

Salon national des arts plastiques de Jijel d'accueillir, depuis mardi, plus de 300 toiles de plasticiens locaux dans le cadre de sa 2^e édition. En effet, le hall de la Maison de la culture Omar-Oussedik de la ville est devenu, depuis mardi, une bonne direction pour les pas-

sionnés d'art. D'ailleurs, à son deuxième jour, cet événement a enregistré une forte affluence d'un public de différentes tranches d'âge. Il y a ceux qui sont venus découvrir cet art, mais nombreux sont ceux venus apprécier les créativité de la soixantaine de plasticiens parti-

cipants. Cette édition «qualitative», rassemblant des artistes structurés et d'autres autodidactes, relance l'activité culturelle locale après une longue léthargie de plusieurs mois imposée par la pandémie de Covid-19, a précisé le directeur de cet établissement culturel,

Abdelmadjid Guendouz. «Le but majeur de ce rendez-vous artistique, précise la même source, est d'instaurer un espace de rencontres et d'échanges entre les artistes de la wilaya pour faire connaître leur travail et s'enrichir des expériences des autres. Il n'est pas seulement un espace d'exposition mais aussi d'échange et de partage», a souligné Abdelmadjid Guendouz.

Dans ce contexte, l'artiste plasticienne Khaoula Amior (25 ans), spécialisée dans l'art du quilling ou paperolle et dont le stand a suscité la curiosité de nombreux visiteurs, a déclaré que le but de sa participation à ce salon est de faire découvrir au public cet art nouveau.

L'art du quilling consiste à utiliser d'étroites bandelettes de papiers, enroulées sur elles-mêmes pour obtenir des œuvres décoratives. Cet art contemporain connu à l'étranger, l'est très peu dans notre pays et c'est ce genre d'évènement qui assure sa promotion. Une cérémonie a été organisée pour distinguer et honorer les lauréats des divers concours virtuels initiés durant l'épidémie de Covid-19.

A. S.

Réunion sur les arts, la culture et le patrimoine

L'expérience algérienne présentée aux Africains

Le Conseil de la nation a pris part, mardi, à un panel conjoint en marge des réunions des commissions permanentes du Parlement panafricain, sur le thème de l'Union africaine (UA) pour l'année 2021: «Arts, culture et patrimoine : un levier pour construire l'Afrique que nous voulons», selon un communiqué de la chambre haute du Parlement.

Le président du Groupe parlementaire du parti du Front de libération nationale (FLN), Houbad Bouhaf, a représenté le Conseil de la nation aux travaux de ce panel, précise la même source. Il s'agit pour l'UA à travers ce thème de «concrétiser

ses aspirations visant à permettre aux arts, à la culture et au patrimoine africains de s'acquitter d'un rôle majeur dans le renforcement de la conscience africaine, le développement social et économique et de l'intégration tels qu'énoncés dans l'Agenda 2063 de l'UA», a expliqué la même source.

Ce panel a pour objectif d'échanger les informations sur le thème de l'année et de déterminer la contribution des parlementaires panafricains à sa mise en œuvre». Son ordre du jour comprend, ajoute le communiqué, des présentations sur des sujets tels que «la Charte de la renaissance culturelle africaine

et sa mise en œuvre» et «le statut type de l'UA sur la protection des biens et du patrimoine culturel» ainsi que «les activités de l'Académie africaine des langues». Les présentations portent également sur les «Statuts de la Commission de l'audiovisuel et du cinéma africain» ainsi que sur les «Activités du Centre d'études linguistiques et historiques».

Dans son intervention, le représentant du Conseil de la nation a souligné «l'importance de la préservation du patrimoine culturel africain et la nécessité d'inclure la culture dans tous les plans de développement et les réformes politiques et écono-

miques», rappelant que «l'Algérie veille depuis son indépendance au renforcement de l'intégration africaine à travers le soutien des programmes culturels, dans les pays africains et l'organisation de manifestations artistiques, outre son hébergement du siège du Centre régional pour la protection du patrimoine culturel immatériel en Afrique».

M. Houbad a également évoqué «le Grand Musée d'Afrique, qui est l'un des projets majeurs de l'agenda de l'UA pour l'année 2063, et dont l'Algérie s'est engagée à en faire un pôle culturel prestigieux et un phare du rayonnement culturel du continent africain».

F. H.

Agend'Art

Maison de jeunes Béni-Yenni
Du 8 au 10 Avril :
Salon du livre Mouloud-Mammeri

8 avril :

- Table ronde sous le thème «Panorama sur la littérature féminine»

- Présentations de livres suivies de signature dédicace dont «Le mauvais génie» de Nadjib Stambouli, «Body writing» de Mustapha Benfodil, «La morsure du coquelicot» de Sarah Haider et «Kra seg tedianin n'zik» de Ramdane Lasheb.

Prix du président de la République Ali-Maâchi

Les jeunes créateurs à l'honneur

Les candidats voulant participer au Prix du président de la République pour les Jeunes créateurs «Ali-Maâchi», sont invités à déposer leurs dossiers sur le site du ministère de la Culture et des Arts ou au niveau du ministère de la Culture et des Arts, des directions de la culture et des arts de wilaya, des maisons de la culture et des arts, à «Prix Ali-Maâchi

2021. Ministère de la Culture et des Arts. Palais de la Culture Plateaux des Annassers. B.-P 100 Alger -Algérie». Les candidats doivent être âgés entre 18 et 35 ans. Les dossiers doivent comporter impérativement : une demande manuscrite de participation, un curriculum vitae (CV) détaillé du candidat, une copie de l'œuvre présentée au concours, un extrait

de naissance (le candidat doit être âgé entre 18 et 35 ans), une copie de la carte d'identité nationale, une fiche technique de l'œuvre présentée et un engagement sur l'honneur légalisé de la propriété de l'œuvre. Tout candidat ne peut participer qu'avec une seule œuvre et uniquement dans une seule discipline. Les dossiers incomplets seront déclarés irrecevables.

Trois lauréats seront primés dans chaque discipline. Le prix comprend un certificat de mérite et une récompense pécuniaire fixée à : 1^{er} prix à 500 000 DA, le 2^e prix à 300 000 DA et le 3^e prix à 100 000 DA. Les disciplines du prix sont dans la catégorie des œuvres littéraires, le roman, la poésie et enfin l'œuvre écrite de théâtre.

M. K.

Sylvester Stallone a démarré l'écriture

Une série préquelle sur «Rocky»

45 ans après la sortie de son chef-d'œuvre oscarisé, Sylvester Stallone a décidé de se lancer dans l'écriture d'une préquelle. C'est en tout cas ce qu'il a annoncé sur Instagram. «C'est peut-être mon post le plus étrange jusqu'à présent. J'ai commencé ce matin à écrire un traitement pour une préquelle de Rocky pour le streaming. Idéalement 10 épi-

sodes pour quelques saisons pour vraiment aller au cœur des personnages dans leurs jeunes années», a-t-il posté en légende d'une photo où on peut voir des notes manuscrites pas évidentes à déchiffrer. On peut en tout cas discerner le début de son projet : «Imaginez une machine à remonter le temps qui nous ramènerait tout simplement aux origines de

Rocky, un univers cinématographique regorgeant de personnages adorés par les gens du monde entier depuis près de cinq décennies !» On comprend, par ailleurs, que l'action se déroulera donc dans les années 60, puisque Sylvester Stallone dresse une liste de tous les événements majeurs qui se sont déroulés pendant la jeunesse imaginaire de Rocky

Balboa, et qu'il envisage de traiter dans sa série. Entre autres, le désastre du Vietnam, l'assassinat du Président Kennedy, le mouvement féministe, le mouvement hippie, les premiers pas sur la lune ou encore le mouvement pour les droits civiques. «Inutile de dire que les années 60 étaient une époque dynamique. Pourtant, au milieu de toute cette activité sismique socia-

le, nous nous arrêtons sur la vie plutôt ordinaire de Robert «Rocky» Balboa, 17 ans. Lorsque nous avons rencontré Rocky pour la première fois en 1976, c'était une âme perdue... Nous voyons maintenant ce jeune homme se débattre comme tous les jeunes gens qui essaient de trouver leur place», ajoute l'acteur.

R. I.



Nucléaire iranien

Les discussions démarrent sur une note positive

■ Les États-Unis et l'Iran ont tous deux qualifié de «constructives» les discussions indirectes qui ont démarré mardi à Vienne pour tenter de sauver l'accord international sur le nucléaire iranien.

Par Mourad M.

Deux groupes d'experts, l'un sur les sanctions, l'autre sur le programme nucléaire, ont d'ores et déjà commencé à s'atteler à la tâche pour définir une feuille de route. Le processus peut durer «15 jours, un mois, on ne sait pas», selon un diplomate européen interrogé par l'AFP.

La première réunion de la commission mixte a été «structurée», a estimé l'ambassadeur russe auprès des organisations internationales, Mikhaïl Oulianov, à l'issue d'une entrevue de près de deux heures des signataires du JCPOA (Plan d'action global commun): Iran, Allemagne, France, Royaume-Uni, Chine, Russie, le tout sous l'égide de l'UE.

«Le rétablissement de l'accord, conclu en 2015 à Vienne et mis à mal par le retrait en 2018 des États-Unis, ne surviendra pas immédiatement. Cela prendra du temps», a-t-il ajouté. «Mais le plus important (...), c'est que le travail pratique pour atteindre cet objectif a débuté».

«Je peux dire que dans l'ensemble, la réunion était constructive», a renchéri Abbas Araghchi,

le chef de la délégation iranienne, dans une vidéo diffusée sur Irinn, la chaîne d'information de l'audiovisuel public.

«Nous voyons cela comme une étape constructive et bienvenue», a affirmé de son côté le porte-parole de la diplomatie américaine, Ned Price, à la presse, les États-Unis étant indirectement conviés pour la première fois depuis l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche.

Ces discussions se déroulent dans un hôtel de luxe de la capitale autrichienne, sans aucun accès à la presse, à deux pas d'un autre grand hôtel où loge la délégation américaine.

Les États-Unis, dont l'ambassadeur Rob Malley est arrivé mardi à Vienne, sont régulièrement informés des avancées par l'intermédiaire des Européens, Téhéran refusant tout contact direct.

«Nous devons tirer le meilleur parti de cet espace diplomatique pour remettre le JCPOA sur les rails», a souligné sur Twitter le secrétaire général adjoint du Service d'actions extérieures de l'UE, Enrique Mora, qui coordonne les négociations.

«Les contacts séparés vont être intensifiés avec toutes les parties concernées», a-t-il dit, d'ici à une nouvelle réunion de la

commission mixte.

Elle devrait avoir lieu demain (vendredi), selon une source diplomatique qui avait initialement évoqué la date d'hier.

À la veille des négociations, Washington avait envoyé des signaux positifs en se disant prêt à «lever les sanctions qui sont en contradiction avec l'accord», selon des propos de Rob Malley à la chaîne de télévision PBS.

Une «position réaliste et prometteuse», a réagi le gouvernement iranien

Dès que ces mesures punitives qui asphyxient son économie seront retirées, l'Iran a promis de renouer avec ses engagements nucléaires, dont elle s'est progressivement affranchie depuis le retrait des États-Unis de l'accord.

Le cas échéant, la République islamique sera «tout à fait prête à suspendre ses mesures correctives», a réaffirmé lundi M. Araghchi, réclamant «la levée des sanctions en une seule étape».

L'ex-président américain Donald Trump avait dénoncé unilatéralement, en 2018, ce pacte conclu à Vienne trois ans plus tôt, qui vise à garantir que Téhéran ne cherche pas à se doter de la bombe atomique.



PH. > D. R.

Mais Joe Biden a dit vouloir le réintégrer, et depuis son investiture en janvier, les différentes parties s'activent en coulisses.

«Nous avons des inquiétudes sur le programme de missiles balistiques de l'Iran (...), sur leurs activités dans la région. Nous voulons parler de tout cela. Mais nous avons bien plus intérêt à en discuter une fois que nous aurons mis de côté la question nucléaire actuelle», a expliqué Rob Malley à National Public Radio (NPR).

La Maison-Blanche a dit s'atteler «à un long et difficile pro-

cessus par moments», selon Jen Psaki, porte-parole de la Maison-Blanche. Pour Kelsey Davenport, directrice de la politique de non-prolifération au sein de l'Arms Control Association, «cette diplomatie de la navette n'est certes pas idéale, mais l'UE est bien placée pour sortir de l'impasse et coordonner les mesures nécessaires pour restaurer l'accord».

L'experte met cependant en garde contre «tous ceux qui veulent torpiller l'accord» dans chacun des deux pays ennemis, appelant les négociateurs à «agir vite». **M. M.**



Commentaire

Siège

Par Fouzia Mahmoudi

Humilié publiquement l'année dernière par Vladimir Poutine, qui l'a fait patienter debout à l'extérieur de son bureau pendant plusieurs minutes sous les yeux des caméras comme un vulgaire coursier, Recep Tayyip Erdogan fait aujourd'hui le coq avec les représentants européens. En effet, le Président turc a rencontré mardi le président du Conseil européen, Charles Michel et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, laissant debout, sans chaise, cette dernière et provoquant un certain émoi diplomatique. Une vidéo montre les dirigeants réunis dans une salle de réunion ornée à Ankara, Erdogan et le président du Conseil européen, Charles Michel, s'installant sur des chaises dorées, tandis que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, semble ne pas savoir où elle doit s'asseoir. La présidente de la Commission européenne les regardait alors fixement, faisait des gestes de la main droite et semblait leur faire remarquer la situation par un «Ehm». Un canapé beige à environ quelques mètres de là lui a ensuite été proposé, en face du ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu. «Ehm» est le nouveau terme pour dire «ce n'est pas comme ça que la relation UE-Turquie devrait être», a tweeté Sergey Lagodinsky, un membre allemand du Parlement européen, qui préside la délégation de la législature à une commission parlementaire conjointe UE-Turquie. Un autre membre du Parlement européen, la Néerlandaise Sophie in 't Veld, a noté que lors des réunions entre Erdogan et les deux précédents présidents de l'UE, qui étaient tous deux des hommes, les trois dirigeants étaient assis l'un à côté de l'autre, dans des fauteuils équivalents. «Ce n'était pas une coïncidence, c'était délibéré», a-t-elle écrit sur Twitter. «Pourquoi le @eucoprésident est-il resté silencieux», a-t-elle écrit, utilisant l'identifiant Twitter de Michel pour demander pourquoi il n'a pas offert son siège plus luxueux à son homologue. Les critiques s'en prennent déjà à cette visite, qui intervient deux semaines après qu'Erdogan a retiré la Turquie d'un traité international visant à prévenir la violence contre les femmes, connu sous le nom de Convention d'Istanbul. Par ce geste, le Président semble vouloir mettre un terme aux demandes européennes, notamment en direction d'Ankara, de revenir dans ce traité qui, selon un porte-parole du gouvernement islamiste turc, convenait aux valeurs familiales prônées par le Président et ses partisans. **F. M.**

Élections au Groenland

Victoire de la gauche écologiste opposée à un projet minier controversé

Le Groenland a porté au pouvoir un parti de gauche écologiste au terme de ses élections législatives, selon les résultats publiés hier, sonnant le glas d'un projet controversé de mine de terres rares et d'uranium qui a été au cœur de la campagne dans le territoire autonome danois de l'Arctique.

Avec 36,6 % des suffrages, l'Inuit Ataqatigiit (IA), jusqu'ici dans l'opposition, s'est imposé de plus de 2 000 voix face au Siumut, formation social-démocrate qui domine la vie politique groenlandaise depuis l'autonomie de 1979. Favorable à la mine, cette dernière dirigeait le gouvernement local sortant.

Selon les projections basées sur les résultats définitifs, annoncés tard dans la nuit au Groenland, l'IA obtiendra 12 des 31 sièges de l'Inatsisartut, le Parlement local, contre 8 jusqu'à présent.

Après une victoire en 2009, c'est seulement la deuxième fois que le parti détrône le Siumut de son rang de premier parti du Groenland, immense territoire seulement peuplé de 56 000 habitants dont quelque 41 000

électeurs.

Le Siumut, en déclin ces dernières années et affaibli par des querelles fratricides, réalise toutefois un score meilleur que prévu par les sondages. Avec 29,4 % des voix, il gagne plus de deux points par rapport au dernier scrutin et devrait remporter un fauteuil supplémentaire, avec dix sièges.

Sans majorité absolue, le scénario le plus probable est désormais qu'IA s'allie avec une ou deux petits partis pour former une coalition gouvernementale.

Après avoir remercié les électeurs pour la victoire, lors d'un débat télévisé réunissant les chefs de partis après les résultats, son dirigeant, Mute Egede, a annoncé qu'il allait engager immédiatement des discussions pour «étudier les différentes formes de coopération avant la formation d'une coalition gouvernementale».

Ouvertement opposé à l'exploitation du gisement d'uranium et de terres rares de Kuannersuit à la pointe sud du territoire, l'IA entend stopper le projet qui est à l'origine de la tenue anticipée du scrutin, à l'issue d'une crise politique en

février.

«Le message des électeurs est très clair : ils ne sacrifieront pas l'environnement au service de l'économie», observe Mikaa Mered, universitaire spécialiste des pôles à SciencesPo Paris.

IA a d'ailleurs promis de signer l'accord de Paris sur le climat, que le Groenland est l'un des rares à ne pas avoir ratifié.

Porté par un groupe australien à capitaux chinois, Greenland Minerals, le projet minier de Kuannersuit, présente des risques environnementaux trop élevés, notamment de déchets radioactifs, selon ses opposants.

«La santé publique est ce qu'il y a de plus important. Nous savons que le projet aura des conséquences sur l'environnement», avait plaidé M. Egede, lors du dernier débat télévisé lundi soir.

À 34 ans, ce député qui siège à l'Inatsisartut depuis 2015 a pris les rênes de la formation gauche-verte il y a un peu plus de deux ans. Il devrait devenir le plus jeune Premier ministre au monde, même s'il pas Chef du gouvernement de plein exercice.



Coupe de la Ligue professionnelle Coup d'envoi de la compétition le 20 avril

LA COUPE de la Ligue professionnelle de football, relancée exceptionnellement cette saison en remplacement de la Coupe d'Algérie annulée, débutera le 20 avril, a annoncé, mardi, la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel.

Le coup d'envoi de cette épreuve viendra marquer la reprise de la compétition pour les clubs de la Ligue 1, dont la plupart sont à l'arrêt après la fin de la phase aller du championnat le 21 mars.

«La reprise sera entamée par la Coupe de la Ligue, tel qu'il a été décidé par le Bureau Fédéral à l'issue de sa réunion du mardi 26 Janvier 2021», a précisé la LFP.

Les quatre clubs engagés dans les deux compétitions africaines interclubs (Ligue des champions et coupe de la Confédération) : le CR Belouizdad, le MC Alger, l'ES Sétif et la JS Kabylie, sont exemptés du tour préliminaire de la Coupe de la Ligue, dont le tirage au sort aura lieu le samedi 10 avril à l'Hôtel «L'Olympic», à Dely Brahim (11h00). Pour rappel, deux variantes ont été proposées

aux membres du Bureau fédéral qui avaient opté pour le système à 20 clubs (professionnels, ndlr). Huit clubs sur les 16 restants seront tirés au sort pour disputer un tour préliminaire qui permettra la qualification de quatre équipes.

Les quatre clubs qualifiés, auxquels s'ajouteront les quatre exemptés ainsi que les huit restants, disputeront les huitièmes de finale après un tirage au sort.

Les tours suivants seront disputés de manière classique avec un quart de finale, des demi-finales et une finale, soit un total de 4 à 5 rencontres à disputer par un club pour atteindre l'ultime stade. Le premier club tiré au sort recevra sur son terrain et à huis clos. Lors de la session ordinaire tenue le 26 janvier dernier, le Bureau fédéral de la FAF avait décidé d'annuler l'édition 2021 de la Coupe d'Algérie, pour être remplacée par la Coupe de la Ligue professionnelle, en raison notamment de la situation sanitaire liée au Covid-19. La dernière édition de la Coupe de la Ligue avait été disputée en 2000 et remportée par le CR Belouizdad.

Ligue des champions d'Afrique/Mamelodie Sandows-CRB ce vendredi

Le Chabab pour gagner et se qualifier

■ Le Chabab de Belouizdad jouera, demain à Pretoria, sa dernière cartouche pour la qualification aux quarts de finale de la Ligue des champions d'Afrique, à l'occasion de la sixième et dernière journée de la phase des poules, en croisant le fer avec les Sud Africains de Mamelodie Sandows.



Les Belouizdadis prêts pour le défi

Par Mahfoud M.

En effet, les Belouizdadis tablent sur une victoire, seule chance pour passer ce cap, et misent sur une probable démobilitation des Sud-Africains qui ont déjà assuré leur qualification depuis deux journées. Cela ne sera pas facile pour les coéquipiers du gardien Moussaoui qui doivent être concentrés sur leur sujet et se battre à fond lors de cette rencontre qui sera très certainement très disputée. La formation de Laâkiba se présentera sans deux de ses cadres, à savoir Belkhit

et Nessakh, blessés, et sont forfaités pour cette empoignée. Toutefois, le coach Raho a pris les commandes de l'équipe après le départ du Français Dumas et qui a été derrière le succès face au TP Mazembé grâce à son bon coaching, devrait trouver la solution idoine pour remplacer ces deux éléments. Ce dernier a beaucoup travaillé sur le plan mental avec ses joueurs, leur rappelant qu'il faudra se sacrifier sur le terrain s'ils souhaitent vraiment aller loin dans cette compétition africaine et poursuivre la belle aventure continentale, en dépit des difficultés qu'ils ont trouvées jusqu'à

maintenant. Il faut savoir que l'autre match, qui mettra aux prises le TP Mazembé et El Hillal du Soudan, n'aura aucune incidence sur le sort du Chabab si celui-ci l'emporte, étant donné que le club algérois est seul à la deuxième place avec six points, alors que les Soudanais totalisent quatre points. Une qualification du CRB dans cette compétition fera un grand bien au club, surtout que les supporters sont en ébullition depuis quelque temps et ont beaucoup critiqué les membres du staff technique, les dirigeants et les joueurs, attendant donc un sursaut d'orgueil de ces derniers. M. M.

Fédération algérienne de judo Le dossier de Yacine Silini validé par la commission de candidatures

Le dossier de candidature à la présidence de la Fédération algérienne de judo (FAJ) de Yacine Silini et de la liste son bureau exécutif a été finalement validé par la commission de candidatures de la FAJ, après la réouverture d'un nouveau délai pour le dépôt des dossiers, a indiqué la FAJ mardi.

Cette réouverture d'un nouveau délai pour le dépôt des candidatures a été actionnée par la commission de recours, après que le ministère de la Jeunesse et des Sports l'ait informée, dimanche, de l'inéligibilité du président sortant, Rachid Laras, et qui se présentait comme le principal candidat à sa propre succession lors de la prochaine Assemblée générale électorale (AGE), prévue le 10 avril à

Alger. Après le rejet de son dossier, dans un premier temps, pour «insuffisance de membres au sein de la liste présentée», Yacine Silini a déposé une nouvelle liste composée de 16 membres : 1 président, 11 membres et 4 suppléants, précise la FAJ. Cette nouvelle liste comporte plusieurs personnalités du judo algérien, dont l'ancien président de la FAJ, Messaoud Mati, Nacer Ouareb, ou encore, Aissa Benouaret. A l'issue de l'expiration du délai pour le dépôt des candidatures, Yacine Silini sera le seul candidat en lice pour la présidence de la FAJ pour le mandat olympique (2021-2024), dont les élections sont maintenues pour le 10 avril courant, au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA).

Fédération algérienne de football

Benaoumeur Berrahal candidat à la présidence

L'ANCIEN PRÉSIDENT du Ghali de Mascara dans les années 1980, Benaoumeur Berrahal, a annoncé mardi sa

candidature à la présidence de la Fédération algérienne de football (FAF) pour le mandat olympique 2021-2024, dont les élections sont prévues le 15 avril à Alger.

Dans une déclaration, Berrahal, qui a assumé, pendant un mois (de juillet à août 1999) la fonction de président de la FAF, a indiqué que son programme va s'appuyer sur «la consolidation des acquis de l'Equipe nationale sous la conduite de Djamel Belmadi et le développement du football local». Actuellement sénateur, Berrahal a assuré que «si la loi ne m'autorise pas à cumuler les deux postes, je suis prêt à quitter le poste de sénateur pour réaliser mon projet avec la FAF».

L'ancien président du Ghali de Mascara, sacré champion d'Algérie en 1984, a déploré que la période de dépôt des candidatures ait été réduite à trois jours, assurant qu'il déposera son dossier de candidature au niveau de la commission électorale avant jeudi. Déjà candidat en 2017, Berrahal qui a présidé aux destinées du Ghali de Mascara à deux reprises (1982-1987 et 1992-1996) a été aussi député de 1987 à 1992 et président d'APW de Mascara de 2012 à 2015. Berrahal est le deuxième candidat à annoncer, mardi, sa candidature à la présidence de la FAF, après celle du membre du Bureau fédéral sortant de la Fédération algérienne de football (FAF), Amar Bahloul.

Ligue 1

La JS Saoura récupère ses trois points défalqués

LA JS SAOURA a annoncé, mardi, avoir récupéré les trois points défalqués dans l'affaire de son match perdu sur tapis vert en déplacement face au Paradou AC (victoire sur terrain 2-1), dans le cadre de la 18^e journée du championnat de Ligue 1 de football. Selon la décision de la commission fédérale de recours, dont une copie a été publiée par la JSS, le club du Sud «perd le match sans attribuer les points au PAC». La com-

mission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP), réunie le 18 mars dernier, a décidé d'octroyer le gain du match au PAC sur tapis vert (3-0), avec une défalcation de trois points par pénalité à la JSS pour avoir incorporé le joueur Oussama Meddahi alors qu'il était sous le coup d'une suspension. La commission fédérale de recours a confirmé la suspension de Meddahi pour quatre matchs ferme, en sus de la sanction ini-

tiative : un match ferme. Par ailleurs, la sanction infligée initialement au secrétaire général de la JS Saoura, Zine Hamadi, a été revue à la hausse, passant de un à deux mois de suspension ferme. Le club devra aussi s'acquitter d'une amende de 100 000 dinars. A l'issue de cette décision, la JSS se hisse en tête du classement avec 36 points en compagnie de l'ES Sétif, alors que le PAC est relégué à la 9^e place avec 27 points.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Béchar

Saisie de 572 kg de kif traité et arrestation d'un narcotraffiquant

UNE QUANTITÉ de 572 kg de kif traité a été saisie et un narcotraffiquant a été arrêté par une brigade mobile polyvalente des douanes d'Abadla et de Béni-Abbès, indique, hier, un communiqué de la direction régionale des douanes de Béchar. Effectuée lors d'une opération combinée menée avec la Gendarmerie nationale et une unité de l'Armée nationale populaire (ANP), la saisie a été opérée au cours d'une patrouille de recherches et suivi d'un véhicule suspect dans la zone désertique

de Hassi Fguiguira, dans la région frontalière de Tabelbella (353 km au sud de Béchar), et son interception après une course poursuite. Les douanes ont découvert la quantité de drogue dissimulée dans le véhicule, précise le communiqué. Une amende douanière de 612 millions DA a été fixée à l'encontre du narcotraffiquant qui a été placé en détention par la justice en attendant sa comparution devant une juridiction compétente pour trafic de drogue, a-t-on fait savoir.

Hania Y.

Ouargla

Saisie de près de 15 000 comprimés psychotropes

LES ÉLÉMENTS de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) relevant de la sûreté de wilaya de Ouargla ont saisi pas moins de 14 940 comprimés psychotropes dans la cadre d'une affaire de lutte contre le trafic de stupéfiants, a-t-on appris, hier, auprès de ce corps de sécurité.

L'opération a été enclenchée à la suite d'informations faisant état d'un véhicule touristique chargé de comprimés psychotropes au niveau de la ville de Ouargla, a indiqué la source. Le véhicule en question a été intercepté dans un barrage de contrôle routier dressé par les

éléments de la BRI, avec à son bord deux personnes, dont une femme âgée d'une vingtaine d'années, qui ont été arrêtées sur place, a-t-on ajouté.

La fouille du véhicule a permis de mettre la main sur la quantité de médicaments psychotropes susmentionnée, en plus d'une somme de 40 000 DA, représentant les revenus du trafic de drogue, a-t-on ajouté.

Après finalisation des procédures légales, les deux mis en cause seront présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Ouargla, a conclu la source.

Yanis H.

Zones d'ombre

Un nouveau recensement fait état de 13 587 localités

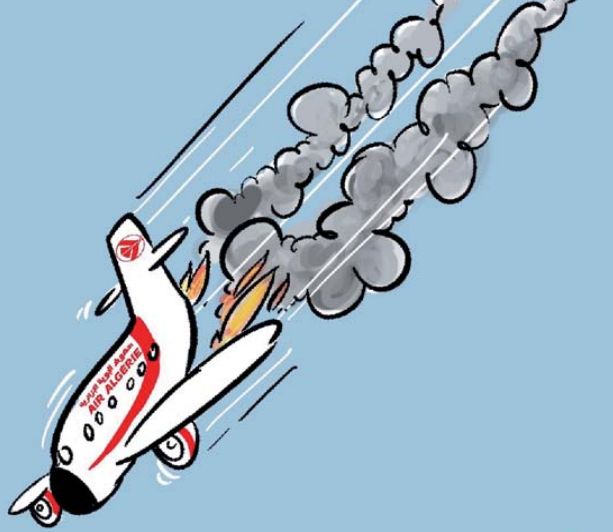
LE NOMBRE total de zones d'ombre, arrêté dans le cadre d'une nouvelle opération de recensement suite à la redéfinition des caractéristiques de ces zones, s'élève à 13 587 localités où vivent environ 7,2 millions d'habitants, a indiqué, hier à Alger, un responsable au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. «Le ministère de l'Intérieur a mené une nouvelle opération de recadrage de définition des caractéristiques des zones d'ombre à travers sept principaux éléments, qui a donné lieu à un bilan de 13 587 zones d'ombre devant bénéficier d'un total de 32 700 projets», a précisé Mohamed Ferrari, directeur central au ministère, lors d'une journée d'étude organisée par l'Institut national d'études de stratégie globale (Inesg), sur le thème «Les zones d'ombre et le Barrage vert : opportunité de développement durable de la Nouvelle Algérie». L'estimation financière pour la réalisation de ces projets est de l'ordre de 480,42 milliards de dinars, a-t-il ajouté. D'après les chiffres avan-

cés par M. Ferrari, 5 745 zones d'ombre sont situées dans la partie nord du pays, tandis que leur nombre dans les Hauts-Plateaux s'élève à 6 854, contre 988 zones situées dans le sud du pays. Le premier recensement des zones d'ombre avait abouti à la sélection de 15 044 localités où vit une population de près de 9 millions d'habitants, alors que l'estimation financière établie sur les besoins des projets prévus était de l'ordre de 915 milliards de dinars, a fait savoir M. Ferrari.

Le recadrage de cette opération a été effectué, a-t-il souligné, après avoir modifié les éléments d'évaluation des caractéristiques des zones d'ombre, en les réduisant de 16 à sept éléments, comprenant entre autres, l'accès à l'électricité, au gaz naturel, à l'eau potable, les routes, les établissements scolaires et les structures de santé. L'Etat a révisé, à ce jour, une «avancée notable» en matière de prise en charge des besoins dans les zones d'ombre, a-t-il assuré, en précisant, à ce propos, que 8 143 projets ont déjà été concrétisés.

R. N.

Air Algérie en difficulté Financière



Djalou@hotmail.com

Logements à Souk El-Tenine/ Béjaïa

Mécontentement après l'affichage des noms des pré-bénéficiaires

■ Comme c'était prévisible, l'affichage de la liste des pré-bénéficiaires des 280 logements sociaux de Souk El-Tenine a provoqué des remous parmi les exclus.

Par H. Cherra

T rès déçus de constater qu'ils ne figuraient pas sur la liste des acquéreurs après avoir patienté de longues années, une cinquantaine de personnes a mal réagi en fermant la RN 09 au niveau de l'intersection de Souk El-Tenine débouchant sur la RN 43, soit vers Jijel et la wilaya de Sétif, paralysant totalement le trafic routier à l'est de la wilaya. Comme d'habitude, des automobilistes ont été pris au piège sur ces deux axes routiers. Certains étaient contraints de rebrousser chemin, d'autres à patienter sur les lieux dans l'espoir que la voie soit rouverte

pour poursuivre enfin leur trajet. Les protestataires ont exigé «l'annulation de la liste des pré-bénéficiaires et une nouvelle enquête indépendante pour débusquer certains d'entre eux qui ne sont pas dans le besoin, vu que leur situation sociale est jugée bonne». Nous avons appris qu'un registre de doléances et de recours a été ouvert au niveau de la daïra et que les contestataires étaient invités à déposer leurs recours. Pour rappel, l'affichage, la semaine dernière, de la liste des pré-bénéficiaires des 375 logements sociaux de Tazmalt a également provoqué un grand mécontentement parmi les demandeurs. Plusieurs personnes ont observé

des sit-in quotidiens jour et nuit devant le siège de la daïra, revendiquant aussi «l'annulation de la liste affichée et la reprise de l'enquête», estimant que de «nombreux bénéficiaires se sont vu attribuer des logements sans être dans le besoin». A Sidi-Aïch, au moins 7 chefs de famille dont les noms avaient été affichés sur la liste des pré-bénéficiaires des 163 logements sociaux de la commune, en septembre 2019, ont observé ces derniers jours un sit-in devant le siège de l'APC, appuyé d'une grève de la faim afin de protester contre la suppression de leurs noms de la liste de ce programme de logement réalisé en 2016.

H. C.

Tizi Ouzou

Hommage aux membres de la corporation médicale emportés par le Covid-19

L es 14 membres de la corporation de la santé de la wilaya de Tizi Ouzou, décédés des suites de leur contamination au coronavirus, ont été honorés, hier, à titre posthume, au cours d'une cérémonie initiée par la Direction locale de la santé et de la population. En effet, l'hommage aux victimes leur a été rendu en présence des membres de leurs familles au niveau de l'Institut des techniques hôtelières de la ville de Tizi Ouzou. La tristesse se lisait sur le visage des personnes présentes à cette cérémonie au cours de laquelle des

cadeaux symboliques et des portraits des victimes ont été remis à leurs familles. Il s'agit de Melbouci M'hamed, Melbouci Youcef, Khedim Rabah, Haddad Madjid, Ait Ameur Nouredine, Aouchiche Rachid, Fliissi Akli, Tayeb Rachid, Moussaoui Samira, Zatout Ahmed, Yahoui Yazid, Ould Taleb Djamel, Annabi Amel et Aouicha Hakim. Intervenant lors de cette cérémonie, le wali de Tizi Ouzou, Mahmoud Djamaa, a annoncé la baptisation future des structures de la santé aux noms de ces victimes, alors que le président de la commission de la santé et de

la population de l'Assemblée populaire de wilaya, Hachimi Radjef, a fait savoir qu'une stèle à leur mémoire sera érigée au niveau du Centre hospitalo-universitaire Nedir-Mohamed de Tizi Ouzou. Par ailleurs, nous avons appris auprès de la Direction locale de la santé et de la population que le nombre de malades atteints ou suspects de contamination au coronavirus admis dans les hôpitaux de la wilaya était jusqu'à hier de 40, dont 20 testés positifs, alors que trois patients sont en soins intensifs.

Hamid M.